

La Mobilisation de la Classe Ouvrière

(Suite de la première page)

ouvrière. Les mouvements dans les services publics ne sont pas coordonnés, et des secteurs entiers, comme la métallurgie entre autres, restent sur la touche.

La prudence de la bourgeoisie, la politique des grandes organisations ouvrières se conjuguent pour assurer la survie du gouvernement Guy Mollet. La bourgeoisie, pour un temps, peut préférer continuer à louvoyer. Il est certain cependant qu'elle pense déjà à rejeter le citron pressé et profiter de la situation pour trouver une issue à ses difficultés sur le dos des travailleurs français et algériens.

Si la politique du PCF accroît les possibilités de manœuvre des capitalistes, la classe ouvrière n'est pas battue. Les manifestations des rappelés, l'automne 1955 ne sont pas si loin. Elle n'est seulement que désorientée par Mollet-Thorez-Duclos. En l'absence même d'une politique de classe conséquente, les premiers indices de nouvelles luttes apparaissent. Des professions entières cherchent à se mobiliser sur des mots d'ordre unitaires; demain, malgré l'absence de revendication centrale adaptée à leurs besoins, les travailleurs de l'industrie privée pourraient engager la lutte sur des mots d'ordre qu'eux-mêmes fixeront: uniformisation des augmentations du salaire horaire correspondant à des revendications analogues dans le secteur public, en attendant une remise en ordre générale des salaires et traitements. Les travailleurs peuvent demain trouver des formes d'action (comités d'unité d'action, cartels d'organisations syndicales, etc.) sur lesquelles l'« Humanité », la « V. O. » et le « Peuple » restent muets.

Toutes les grandes organisations syndicales s'opposent à la préparation d'une lutte d'ensemble. La CFTC navigue au jour le jour. FO se dérobe aux propositions d'unité d'action. La CGT, dont les principaux responsables sont membres du PCF, en reste à sa tactique de « particularisation ».

C'est sous les coups de l'offensive ouvrière, et cela incombe avant tout au PCF et à la CGT, que le gouvernement Guy Mollet doit tomber et non pas selon le bon plaisir de la bourgeoisie qui tenterait alors d'en faire une opération antiouvrière. Cet objectif ne peut être atteint que par une politique de classe dans tous les domaines: question coloniale, coalition impérialiste de la bourgeoisie européenne, salaires. La perspective doit être donnée d'un gouvernement qui adoptera les revendications politiques et économiques des ouvriers et des classes moyennes en lutte.

Cette politique suppose la répudiation du stalinisme qui redonnerait confiance à la classe ouvrière légitimement méfiante. C'est certes trop demander à Thorez. Mais malgré Staline, Thorez et quelques autres, les militants du PCF, les ouvriers de ce pays ne se détournent pas du communisme. Le nombre s'accroît de ceux qui font la différence entre communisme et stalinisme. Et c'est là un élément tout à fait important de la situation.

Apportez votre soutien :

S O U S C R I V E Z !

— C. C. P. 6965 - 68 - P A R I S —

La Vérité des Travailleurs, 64, Rue de Richelieu - P A R I S

PHILOSOPHES ET POLICIERS

(Suite de la première page)

tent assez forts pour diriger l'Etat et l'économie.

C'est le conflit bureaucratie-classe ouvrière qui sévit désormais à des degrés divers dans tous les Etats ouvriers. C'est à Berlin-Est que le combat s'était engagé pour la première fois le 17 juin 1953. A Budapest il a pris des proportions grandioses en octobre-novembre 1956. La lutte se poursuit partout; demain Moscou, Leningrad, Khar'kov..., seront à leur tour la scène de ce combat.

La bureaucratie a senti le souffle de la mort au cours de l'automne de 1956. Elle a hésité alors à recourir à la manière forte en Pologne; mais elle s'est lancée avec furie en Hongrie, non parce qu'elle y voyait un danger contre-révolutionnaire mais parce que la classe ouvrière hongroise retrouvait le chemin des Conseils ouvriers et du pouvoir politique aux Conseils ouvriers.

Depuis lors, tout en réprimant sauvagement les travailleurs et les intellectuels hongrois qui, par leurs combats héroïques, ont failli venir à bout du régime policier, les bureaucrates s'efforcent de rétablir la situation à leur profit. En URSS ils procèdent à des concessions d'ordre économique, mais s'efforcent de mettre un terme aux concessions d'ordre politique. Les intellectuels y sont à nouveau l'objet de tentatives de mise au pas; mais, divers indices montrent que les temps de Jdanov sont révolus. Un peu partout, les bureaucrates s'efforcent de frapper ceux qui pourraient devenir les centres de regroupement d'oppositions communistes enrichies des expériences polonaise et hongroise.

La lutte entre bureaucratie et classe ouvrière a aussi son prolongement dans les Etats ouvriers qui ont pris certaines distances d'avec la bureaucratie moscovite.

Gomulka, porté au pouvoir sur les masses ouvrières et l'aile gauche du Parti ouvrier polonais, essaye d'avancer très péniblement sur la corde raide pour rétablir la situation économique compromise par la politique des années passées. Bureaucrate lui-même, il craint les manifestations, les tendances de la classe ouvrière à exercer elle-même le pouvoir et il dénonce ceux qui veulent donner aux conseils ouvriers les droits les plus grands dans l'Etat; il réprime les militants de gauche qui s'avancent trop; et il espère apaiser le Kremlin en gardant à ses côtés les natoliniens. Une telle politique ne peut manquer d'aboutir à une nouvelle collision, dont les conséquences sont imprévisibles du point de vue de leurs répercussions internationales.

En Yougoslavie, la direction Tito se trouve pratiquement isolée par rapport aux directions des autres PC, y compris du parti polonais; elle tient énergiquement tête à la pression du Kremlin, mais sa résistance se trouve affaiblie par l'attitude paternaliste qu'elle-même adopte envers la classe ouvrière yougoslave.

Répétons-le une fois de plus: ce n'est pas un accident, une crise épi-

sodique que vient de connaître le système stalinien; il ne s'agit pas non plus de faibles oppositions révoltées par les méthodes stalinien-nes qui sont condamnées au sort des oppositions des années 1930. Les policiers ne pourront venir à bout de la tâche qui leur est confiée. Le système stalinien est désormais mortellement touché. Il n'a plus devant lui une classe ouvrière écrasée, terrorisée, acceptant cette misérable direction en face de la menace du fascisme montant. La classe ouvrière est de plus en plus consciente de ses forces, de ses possibilités; ce ne sont ni les directions réformistes ni les directions stalinien-nes qui peuvent la contenir. Ce sont de nouvelles directions qu'elle est en train de se forger. La bureaucratie moscovite et ses serviteurs se trouvent devant une situation jusqu'alors inconnue pour eux; ils ne savent comment y faire face; ils n'ont plus d'arbitre reconnu; d'ailleurs Staline lui-même eût été impuissant à surmonter une telle situation. Même à Budapest, où la terreur bat son plein, on assiste à un procès prolongé avec des accusés et des témoins qui ne se plient pas aux désirs de l'accusation. L'époque du procès Rajk ne reviendra jamais plus...

La poussée d'octobre-novembre 1956 a fait place non à un reflux mais à une accalmie temporaire. De nouvelles crises, beaucoup plus amples et plus profondes, sont inévitables dans des délais relativement courts. La bureaucratie n'a aucune possibilité de stabiliser la situation à son profit. C'est sur de nouvelles crises, sur de nouveaux bonds révolutionnaires qu'il faut s'orienter, tandis que les bureaucrates perdent leur souffle à vouloir expliquer qu'en Hongrie ce n'était pas une révolution populaire mais une contre-révolution qui s'est produite.

Dans tous les Partis communistes, la crise s'amplifie. Les petits Partis communistes, comme ceux des Etats-Unis et de Grande-Bretagne, sont profondément divisés et, s'ils sont condamnés historiquement, cette crise fera sortir d'eux des cadres révolutionnaires qui reprendront dans des conditions saines la lutte pour créer une avant-garde révolutionnaire.

Ici, en France, la direction Thorez s'est cabrée des quatre fers et n'a pas voulu céder le moins du monde aux pressions de la situation; dans l'intervalle présent elle s'efforce de consolider au maximum ses positions; mais, ici comme partout ailleurs ces efforts seront vains: la crise sévit du haut en bas, du Bureau Politique jusqu'aux cellules — on n'a pas fini d'en entendre parler — attisée par tous les courants divergents qui s'affrontent aux sommets des Partis Communistes, à commencer par celui de l'URSS. Tous les mensonges stalinien-nes pour camoufler cette crise, pour essayer de la surmonter par des mesures d'organisation, dans la nuit politique, contribueront avant tout à rendre plus fortes les explosions retardées ainsi pour un temps.